Hunter Biden : Elon Musk menacé de mort ne se déballonne pas… et c’est pas fini !

écrit par Christine Tasin | 7 décembre 2022

Selon Elon Musk, la liberté d'expression a été réprimée par l'ancienne direction de Twitter.

Selon Elon Musk, la liberté d'expression a été réprimée par l'ancienne direction de Twitter.

Non seulement Elon Musk ne se couche pas, mais il publie à tour de bras tout ce qu'il retrouve dans les archives tweeter, tu m'étonnes qu'ils ont tout fait pour qu'il ne puisse pas acheter le réseau social. Tu m'étonnes aussi qu'il dise qu'il se sent en danger, et qu'ils risquent de l'assassiner… Ils ont tué Kennedy pour moins que ça en effet, et on sait que l'Etat profond est prêt à tout pour ne pas perdre le pouvoir.

Alors il prend les devants pour signaler qu'il n'a aucune pensée suicidaire et que s'il est retrouvé mort ce sera qu'il aura été assassiné…

Il faut dire que David s'attaque à Goliath, publiant des documents tweeter prouvant que tweeter a collaboré avec les agences gouvernementales américains pour supprimer les messages de l'ordinateur de Hunter Biden au moment des présidentielles américaines.

Mais Goliath a vaincu David… Croisons les doigts

https://www.blick.ch/fr/news/monde/twitter-files-se-sentant-menace-elon-musk-declare-navoir-aucune-pensee-suicidaire-id18115744.html

Le nouveau propriétaire de Twitter , Elon Musk , et le journaliste indépendant Matt Taibbi ont dévoilé vendredi ce qui a poussé d'anciens dirigeants de Twitter à supprimer l'histoire de l'ordinateur portable Hunter Biden du New York Post dans les semaines précédant l'élection présidentielle de 2020.

Surnommé « The Twitter Files », Taibbi a publié son reportage dans un fil de discussion sur son compte Twitter, qui, selon lui, était basé sur « des milliers de documents internes obtenus par des sources » de la plate-forme de médias sociaux.

La série de messages sur Twitter contenait des communications entre les employés de Twitter alors qu'ils cherchaient à excuser leur décision de censurer le rapport Hunter Biden.

Musk, qui a défendu la transparence dans l'entreprise qu'il a reprise en octobre, a republié le fil de Taibbi et s'est demandé si certaines des révélations indiquaient des violations potentielles du premier amendement.

Les outils de censure de Twitter

Taibbi a déclaré que « The Twitter Files » raconte une « histoire incroyable » sur la façon dont l'une des plateformes de médias sociaux les plus importantes et les plus influentes au monde a utilisé ses puissants outils pour

supprimer des tweets à la demande d' »acteurs connectés ».

Les outils utilisés par les employés de Twitter pour « contrôler la parole » ont été conçus à l'origine pour lutter contre les spams et les fraudeurs financiers, a déclaré Taibbi. Mais au fil du temps, le personnel a commencé à « trouver de plus en plus d'utilisations pour ces outils ».

Bientôt, et à un rythme croissant, « *des étrangers ont commencé à demander à l'entreprise de manipuler la parole* », a-t-il écrit .

Le système de censure de Twitter était bien établi en 2020, une année électorale, et alors que les deux côtés de la politique américaine y avaient accès, le parti pris politique de la majorité des employés de la plateforme signifiait que les démocrates avaient plus de moyens de « se plaindre » des tweets, selon Taibbi.

« *Par exemple, en 2020, les demandes de la Maison Blanche Trump et de la campagne Biden ont été reçues et honorées* », a écrit Taibbi .

« *Cependant* », a-t-il ajouté . « *Ce système n'était pas équilibré. C'était basé sur les contacts. Parce que Twitter était et est majoritairement composé de personnes d'une orientation politique, il y avait plus de canaux, plus de façons de se plaindre, ouverts à la gauche (enfin, aux démocrates) qu'à la droite.*

Tout au long de son fil, Taibbi a partagé des captures d'écran d'e-mails et de communications entre et avec des dirigeants de Twitter qui ont donné un aperçu de la façon dont le système fonctionnait pour censurer l'article du New York Post sur Hunter Biden.

Un e-mail daté du 24 octobre 2020 semble montrer un dirigeant de Twitter partageant une liste de cinq tweets

prétendument identifiés par des personnes de la campagne du candidat de l'époque, Joe Biden, un démocrate.

« *En 2020, les demandes d'acteurs connectés pour supprimer des tweets étaient monnaie courante. Un dirigeant écrirait à un autre: « Plus à revoir de la part de l'équipe Biden*. » La réponse reviendrait : « Géré ».

Twitter supprime le rapport de Hunter Biden

Afin de supprimer le rapport Hunter Biden, les dirigeants de Twitter l'ont marqué comme « dangereux », limitant sa propagation, l'empêchant même d'être directement partagé via la fonction de messagerie directe de la plateforme.

Taibbi a noté que ces restrictions extrêmes étaient réservées à des contenus tels que la pornographie juvénile.

Pour avoir partagé le rapport, l'attachée de presse de la Maison Blanche de l'époque, Kaleigh McEnany, a été exclue de son compte, ce qui a provoqué un e-mail sévère du membre du personnel de la campagne Trump, Mike Hahn, à Caroline Strom, qui était la responsable des politiques publiques de Twitter.

Hahn a demandé à savoir quand le compte de McEnany serait déverrouillé et pourquoi personne sur Twitter ne l'a informé que la société censurerait les articles de presse.

« Comme je l'ai dit, faites au moins semblant de vous en soucier pendant les 20 prochains jours« , a-t-il écrit.

Les communications internes de Twitter révèlent la confusion

Taibbi a rapporté que la décision de censurer le rapport est venue des plus hauts niveaux de Twitter mais à l'insu du PDG de l'époque, Jack Dorsey.

Vijaya Gadde, qui était à la tête des affaires juridiques, politiques et de confiance de l'entreprise, a joué un « rôle

clé », selon Taibbi.

« *'Ils l'ont juste indépendant'*, c'est ainsi qu'un ancien employé a qualifié la décision », a écrit Taibbi.

Les messages entre les cadres des départements des communications et des politiques de Twitter, partagés par Taibbi dans des captures d'écran , montrent une certaine confusion, avec un responsable des communications écrivant : « *J'ai du mal à comprendre la base politique pour marquer cela comme dangereux*.

Taibbi a rapporté qu'un ancien employé avec qui il avait parlé avait déclaré qu'à ce stade, *« tout le monde savait que c'était [juron] », mais que les dirigeants avaient décidé de « pécher par excès de… continuer à se tromper*« .

Yoel Roth, qui est devenu responsable de la confiance et de la sécurité avant la fin de son emploi en novembre, a déclaré que la base politique pour censurer l'histoire de Hunter Biden était « des matériaux piratés ».

L'honnêteté de cette excuse a été remise en question par Brandon Borrman, l'ancien vice-président des communications mondiales.

« Pouvons-nous honnêtement affirmer que cela fait partie de la politique ? a-t- il demandé dans un message.

Dans un message , l'ancien avocat général adjoint de Twitter, Jim Baker, reconnaît qu'une partie du rapport semble provenir d'un ordinateur « abandonné », mais il a conseillé la prudence car ils ne savaient pas si une partie était le résultat de matériel piraté.

Le démocrate soulève des préoccupations concernant le premier amendement

La représentante Ro Khanna (D-Californie) a contacté Gadde le 14 octobre 2020 pour lui faire savoir que sa décision de

censurer l'histoire et de verrouiller McEnany hors de son compte générait une « énorme réaction violente » à Washington, DC

Gadde est revenu à Khanna, citant la politique de l'entreprise en matière de matériel piraté, incitant Khanna à préciser explicitement que ses préoccupations étaient liées aux implications du premier amendement de la décision de Twitter.

« Mais cela semble une violation des principes du 1er amendement », a écritKhanna , notant que si le New York Times de gauche devait publier un exposé sur un crime de guerre grave, il soutiendrait leur droit de le faire.

« *Mais dans le feu de l'action d'une campagne présidentielle, restreindre la diffusion d'articles de journaux (même si le NY Post est d'extrême droite) semble susciter plus de réactions que de bi*en », a ajouté Khanna.

Alors que Khanna s'est dite préoccupée par les implications du premier amendement de la suppression du rapport, Taibbi a rendu compte d'un sondage réalisé par NetChoice qui indiquait que d'autres démocrates soutenaient cette décision.

Après que Taibbi a publié son rapport, Khanna aurait déclaré dans un communiqué que la constitution américaine et le premier amendement « sont sacrés », et il a estimé que les actions de Twitter violaient cela, « j'ai donc soulevé ces préoccupations ».

Le premier volet des reportages de Taibbi a révélé le système de censure qui a permis aux dirigeants de Twitter, qui sont pour la plupart alignés sur les démocrates, de censurer une histoire controversée sur le fils du candidat démocrate à la présidentielle de 2020.

Taibbi, qui écrit habituellement pour ses abonnés sur

Substack, a présenté son rapport sous la forme d'une série de « tweets en direct » sur Twitter, avec de nouveaux paragraphes publiés les uns après les autres sur une période de temps vendredi soir.

Il a noté qu'il y avait « beaucoup plus à venir » et a promis des réponses aux questions brûlantes que de nombreuses personnalités – généralement des conservateurs – ont soulevées sur des questions telles que « l'interdiction de l'ombre, le boosting, le nombre d'abonnés, le sort de divers comptes individuels, et plus encore ».

« Ces problèmes ne se limitent pas à la droite politique », a noté Taibbi.

Musk a déclaré qu'un deuxième « épisode » serait diffusé samedi.

Traduction google.

https://link.theepochtimes.com/mkt_app/elon-musk-unveils-twitters-censorship-of-hunter-biden-laptop-story-in-2020_4901498.html